

Le futur incertain du président guatémaltèque



La situation du général à la retraite Otto Pérez Molina, le président guatémaltèque est plus précaire et délicate après la décision du Parlement de lui retirer son immunité judiciaire. Son avenir ne dépend plus de sa volonté, mais de la décision que prendra le juge qui sera chargé de le traduire en justice pour plusieurs délits y compris ceux de corruption et d'association illicite.

Le chef de l'état et son ex vice présidente, Roxana Baldetti, qui est en ce moment en prison préventive, ont été accusés par le Ministère Public et par la Commission Internationale contre l'Impunité de commander une bande connue sous le nom de "La línea", responsable de l'évasion de millions de dollars dans le système de douanes de ce pays centraméricain.

Face au refus du président de démissionner, comme le réclame la grande majorité de la population, hier le Congrès a décidé de lui enlever l'immunité dont il jouit en tant que président, de telle sorte qu'il puisse être jugé par les tribunaux comme un citoyen commun.

Il sera interpellé par le juge qui l'informera des charges qui pèsent sur lui et il fera sa première déclaration. Si le magistrat décide qu'il y a suffisamment d'éléments, il pourra ordonner son arrestation préventive, ce qui équivaldrait à son exclusion automatique de son poste. Le vice président Alejandro Maldonado, qui a remplacé il y a quelques semaines Roxana Baldetti, assumerait la présidence.

Cela ne signifie cependant la fin de la crise politique la plus grave jamais survenue au Guatemala.

Le départ de Pérez Molina n'est qu'une seule des exigences de la société civile, qui demande aussi la suspension des élections prévues dimanche, ce qui semble peu probable.

La société civile est favorable à des changements structurels au sein de l'État, comme la dissolution du Congrès et la convocation d'une Assemblée Nationale constituante chargée de rédiger une nouvelle constitution, qui viendrait remplacer celle en vigueur, promulguée en 1986 par le régime putschiste dirigé par le général Humberto Mejía.

La crainte bien fondée des Guatémaltèques est que si ces transformations ne sont pas faites, les actes de corruption imputés à Pérez Molina et à Baldetti pourraient se répéter dans l'avenir, car toutes les dispositions institutionnelles le permettraient .

Nombreux sont ceux qui se souviennent du démantèlement, dans les années 90 du siècle dernier, d'une bande de maffiosi au sein de l'état et dont la méthode était similaire à celle de La Línea. Certes, à cette occasion-là, aucune figure du gouvernement n'en a été rendue responsable, mais des hauts gradés de l'armée y étaient impliqués. Il faut rappeler que depuis des années les douanes sont contrôlées par cette institution militaire.

La faiblesse historique et endémique des institutions les rend vulnérables à l'action des pouvoirs parallèles, situation qui doit changer. Contrairement, l'actuel processus serait comme ordonner de l'aspirine pour calmer la douleur provoquée par un cancer.

La corruption est comme l'hydre de Lerne de la mythologie grecque : il ne suffit pas de lui couper une tête, il faut cautériser le cou pour éviter ainsi que deux nouvelles ne poussent et pouvoir enfin terminer le travail. Au cas contraire, cette crise ne sera que le prélude d'une autre, plus grave et profonde.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/67822-le-futur-incertain-du-president-guatemalteque>



Radio Habana Cuba